

biens et des services que le monde peut produire et en faire profiter toutes les nations désireuses de collaborer. Nous croyons que la plus grande peut-être des causes de conflit international a été l'absence d'une telle répartition équitable des biens et des services. Nous sommes irrémédiablement convaincus que l'établissement de programmes judicieux de commerce international, comme ceux que nous avons esquissés en maintes circonstances, est la meilleure garantie de paix et de sécurité internationales.

En même temps, nous ne nous rendons que trop bien compte de l'existence dans le monde entier d'un conflit d'idéologie qui constitue une menace constante à la paix et à la sécurité internationales. Si l'on se rend compte de l'existence de ce conflit, il faut avoir la logique de reconnaître la nécessité d'organismes comme l'OTAN, la CED et autres associations du même genre. Nous devons reconnaître également la nécessité d'organiser notre propre économie de manière à assurer la sécurité économique et la liberté de notre population, de sorte que nous puissions l'aider à être heureuse et à se contenter de son sort, et lui épargner la lutte qui se livre pour la possession de l'esprit des hommes.

Nous entendons beaucoup parler de paix et de chances de paix. En notre qualité de députés, nous recevons des lettres presque chaque jour de quelque association consacrée à l'établissement de la paix dans le monde. Parce que nous parlons parfois avec énergie et parce que nous préconisons une vigilance indéfectible, on dit de certains d'entre nous que nous sommes des bellicistes. J'espère qu'on pourra établir une distinction intelligente entre les deux, car il y a certainement une différence. Être vigilant ne veut pas nécessairement dire être belliciste. Tout ce que nous voulons c'est la vigilance.

En parlant de paix, me sera-t-il permis de dire que pour nous, sauf la vie elle-même et la liberté, il n'est rien peut-être que nous chérissions plus que la paix. Il en est peut-être parmi nous qui ne l'on pas trouvée, mais c'est qu'ils ne comprennent pas la nature de la paix.

A l'heure actuelle, individus et nations s'agitent pour trouver la paix. Les uns, et la Russie en est, espèrent l'acheter à très bon marché. Les autres sont disposés à y mettre le prix, mais ignorent ce que sera ce prix. C'est qu'on a peut-être oublié,—si on l'a jamais su,—que la paix ne dépend pas de l'accumulation de biens matériels, ni de la fortune qui fait qu'on vit sur un point du globe plutôt que sur un autre, mais que la paix est une attitude de l'esprit qui consiste à laisser les fenêtres de l'âme ouvertes à la

vérité et à vivre conformément à la vérité. Chaque individu devrait savoir...

M. le président suppléant (M. Applewhaite): A l'ordre! Il me répugne d'interrompre l'opinant, mais je dois lui signaler qu'il parle depuis plus de quarante minutes. Si la Chambre y consent, il peut, bien entendu, terminer ses observations. Je rappelle que nos délibérations, aujourd'hui, dépendent du consentement unanime et qu'une durée limitée a, du consentement unanime, été fixée au présent débat.

M. Low: Très bien, monsieur l'Orateur. Un dernier mot et j'ai fini. Je voulais faire comprendre à tous les députés que la paix a son prix et que nous devons être disposés à payer ce prix. Si nous ne comprenons pas cela, sur quoi reposera notre quête de la paix.

En terminant, monsieur l'Orateur, je dirai que nous devrions savoir que la paix pourra être trouvée par ceux qui la cherchent vraiment, qu'elle ne se trouvera pas au bout de fiévreux voyages jusqu'au delà du rideau de fer, où l'on peut apprendre les méthodes subversives. J'espère que nous saurons faire en sorte que certains de nos soi-disant citoyens du monde et communistes ne puissent plus se rendre aussi facilement derrière le rideau de fer, pour y apprendre l'art de la paix qu'ils veulent acheter à bon compte.

M. Roch Pinard (adjoint parlementaire au secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, même si j'ai eu, par le passé, l'occasion de traiter les questions relatives aux affaires internationales, c'est la première fois que je le fais en tant qu'adjoint parlementaire au secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Pearson). Je lui suis, d'ailleurs, reconnaissant de me donner cette occasion d'exprimer certaines opinions sur un sujet de cette importance. Ainsi qu'il l'a indiqué cet après-midi, je parlerai brièvement de l'activité des Nations Unies durant la dernière session de l'Assemblée générale, qui a eu lieu l'automne dernier. Étant donné que je n'ai pu assister qu'à la dernière partie de cette session, j'avoue avoir dû recourir à l'aide et à la collaboration des membres de la délégation canadienne, afin de me former une opinion sur ce qui se passait. J'ai pu, par la suite, suivre facilement le cours des événements.

Tandis que les événements de Corée en dehors des Nations Unies elles-mêmes retenaient l'attention publique, l'Assemblée générale, elle, s'est occupée, pendant sa huitième session, d'autres questions portant sur une grande diversité de problèmes intéressant la collectivité. La huitième session a été plus courte que les précédentes. En effet, elle a commencé à la mi-septembre pour se terminer